



© istockphoto

# Les priorités du **CESE** durant la **présidence** **luxembourgeoise**

Juillet – décembre 2015

Présidence  
du Conseil de  
l'Union européenne. **GRAND-DUCHÉ DE**  
**luxembourg**



*Comité économique et social européen*

## Le mot du Président



Avec le Luxembourg, la présidence revient à un État fondateur qui, d'une part, partage le siège des institutions et, d'autre part, a été amené à constituer une des charnières de l'«Europe du milieu», embryon de l'Union européenne d'aujourd'hui. Le Grand-Duché apportera sans nul doute son expérience unique et réussie non seulement d'une véritable intégration dans l'Europe, mais aussi de l'intégration de l'Europe dans ses territoires.

Les priorités de stabilité financière – croissance, emploi et marché unique numérique – ne servent qu'un objectif: réaliser une Europe des citoyens pour tous les citoyens. Je sais que cette présidence luxembourgeoise souhaite mettre un accent particulier sur la dimension humaine, sociale et solidaire de l'Union et de son marché unique. C'est un impératif si nous voulons que le processus d'intégration européenne soit compris, accepté et soutenu par les premiers concernés, les Européens.

La présidence luxembourgeoise trouvera ainsi, avec le Comité économique et social européen (CESE), un partenaire actif et engagé, comme ce dernier l'a déjà démontré tout au long des relations très étroites qu'il entretient avec le Grand-Duché depuis de nombreuses années. Et cet engagement s'inscrit particulièrement dans les thèmes qui sont au cœur du programme de cette présidence:

- **Réaliser une Europe plus sociale.** Le marché unique n'est pas une fin en soi; tout en développant les libertés économiques et la libre concurrence qui sont des moteurs de l'économie, il doit s'affirmer également comme l'instrument du progrès social attendu par et pour l'ensemble des citoyens de l'Union. Il est devenu essentiel que les Européens le vivent au quotidien, surtout si le projet européen veut avoir un avenir alors que montent les populismes un peu partout en Europe.
- **Développer les compétences numériques.** Ce vaste chantier permettra à l'Europe de répondre aux défis du futur, notamment dans une perspective de compétition mondiale. L'action européenne doit viser à installer concrètement le citoyen – en tant qu'acteur économique, social et politique conformément aux quatre libertés fondamentales – au cœur du marché intérieur numérique.

- **Investir dans les femmes et les hommes.** Le monde change, l'Europe change. Pour les citoyens, il s'agit de se doter des moyens nécessaires pour s'adapter à ces changements incontournables. La formation professionnelle est ainsi un levier fondamental qui doit, elle aussi, évoluer, être en prise directe avec les secteurs porteurs d'emploi et offrir de véritables perspectives.
- **Donner un nouvel élan à l'économie solidaire et sociale.** L'économie sociale et l'entrepreneuriat social sont des éléments prometteurs de la relance économique et de la cohésion sociale pour l'Europe. Alors qu'ils étaient, de façon surprenante, absents des réflexions menées par la Commission européenne, le Comité se réjouit de ce que la présidence luxembourgeoise leur accorde l'importance qu'ils méritent.

Tout au long de sa présidence de l'UE, le Luxembourg, qui propose une expérience réussie d'intégration européenne et de dynamisme économique, aura l'occasion d'imprimer sa marque sur l'évolution de l'Union et du marché unique. Ses priorités sont réalistes et réalisables. Elles visent une Europe des citoyens. C'est exactement ce dont nous avons besoin aujourd'hui.

*Henri Malosse  
Président du CESE*

# Le Conseil économique et social du Luxembourg – un allié naturel du CESE

La coopération avec le Conseil économique et social (CES) du Luxembourg est une tradition. Dans les années 2000, le réseau CESlink des conseils économiques et sociaux nationaux de l'UE a été mis en place et le CES du Luxembourg a été directement impliqué dans ce processus. Ce dernier est en outre en prise directe avec nos activités consultatives et participe régulièrement avec le CESE à la Fête de l'Europe, à Luxembourg.

Le CES du Luxembourg a été créé en 1966. Il est composé de 39 membres effectifs (et d'autant de suppléants), qui se répartissent de la manière suivante: 18 membres patronaux – entreprises (13), agri-viticulture (3) et professions libérales (2); 18 membres salariaux – secteur privé (14) et secteur public (4), auxquels s'ajoutent 3 experts nommés directement par le gouvernement luxembourgeois. Institution consultative centrale et permanente du gouvernement en matière d'orientation économique et sociale, il est l'enceinte du dialogue social et de la concertation socioprofessionnelle aux niveaux national et supranational sur les problèmes économiques, sociaux et financiers, auxquels il s'agit de trouver des solutions consensuelles. Sa présidente, Pascale Toussing, a été élue pour un mandat de deux ans, de 2015 à 2017.

*De gauche à droite: Marco Wagener, vice-président, Marianne Nati-Stoffel, secrétaire générale, Pascale Toussing, présidente, Gary Kneip, vice-président.*

Dans la hiérarchie des institutions, le Conseil économique et social, en tant qu'organe consultatif de la concertation tripartite, se situe au premier stade des réflexions sur les problèmes en amont des arbitrages et décisions finaux, qui sont du ressort du gouvernement et de la Chambre des députés. En ce sens, il remplit un rôle important de prospective et de catalyseur d'idées. Sa finalité première est le rapprochement des positions entre les deux forces principales de l'économie, souvent opposées, que sont le capital et le travail, en tenant compte de l'intérêt général. Le Conseil a pour mission de soumettre au gouvernement des propositions viables permettant de guider les choix à opérer dans la mise en œuvre des politiques futures.

Afin de garantir les liens de cohérence entre les démarches entreprises par les représentants socioprofessionnels aux niveaux national et supranational, une concertation structurée a été mise en place entre les délégations luxembourgeoises des enceintes supranationales, à savoir les délégations luxembourgeoises du CESE, du Conseil consultatif économique et social (CCES) Benelux et du CES de la Grande Région transfrontalière et le CES du Luxembourg.



# Les membres luxembourgeois du CESE



**GOERGEN Viviane**

Groupe II – Saliariés

Ancienne secrétaire générale adjointe du LCGB – Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens

[info@eesc.europa.eu](mailto:info@eesc.europa.eu)



**REDING Jean-Claude**

Groupe II – Saliariés

Président de la Confédération syndicale indépendante du Luxembourg (OGBL)

[JeanClaude.Reding@eesc.europa.eu](mailto:JeanClaude.Reding@eesc.europa.eu)



**HENCKS Raymond**

Groupe II – Saliariés

Membre du comité exécutif de la Confédération générale de la fonction publique (CGFP)

[Raymond.Hencks@eesc.europa.eu](mailto:Raymond.Hencks@eesc.europa.eu)



**WILLEMS Josiane**

Groupe III – Activités diverses

Directeur de la Centrale paysanne luxembourgeoise (CPL)

[Josiane.Willems@eesc.europa.eu](mailto:Josiane.Willems@eesc.europa.eu)



**RECKINGER Paul**

Groupe III – Activités diverses

Président honoraire de la Chambre des métiers du Grand-Duché de Luxembourg

[info@eesc.europa.eu](mailto:info@eesc.europa.eu)



**WAGENER Henri**

Groupe I – Employeurs

Conseiller pour les affaires européennes, directeur du bureau de Bruxelles et délégué permanent auprès de BusinessEurope et de Fedil (Business Federation Luxembourg)

[info@eesc.europa.eu](mailto:info@eesc.europa.eu)

# La présidence luxembourgeoise rejoint le Comité sur les priorités de la société civile



En cette période où la crise économique a mis à mal des années de progrès social et économique, et où la pauvreté et l'exclusion sociale augmentent, le Comité économique et social européen partage les préoccupations de la présidence luxembourgeoise et veut mettre l'accent sur le **modèle social européen**, en insistant tout particulièrement sur les **investissements sociaux** en tant que facteur productif, ainsi que sur des systèmes de protection sociale efficaces et fiables. L'**aspect humain** doit se trouver au cœur de toute innovation, dans le but de trouver le juste équilibre entre les préoccupations économiques, sociales et environnementales.

Pour remettre l'UE sur la voie de la croissance, le Comité entend également contribuer activement au déploiement du programme du président Juncker en faveur **des emplois, de la croissance, de l'équité et du changement démocratique**, en insistant tout particulièrement sur les priorités liées à la mise en œuvre de l'ambitieux paquet de mesures relatives à l'investissement et sur **l'approfondissement et l'achèvement de l'Union économique et monétaire européenne**.

Le Comité soutiendra avec détermination les efforts pour une **politique commune d'immigration** et d'asile plus ouverte et humaniste, et vers un renforcement de la **solidarité et un par-**

**tage des responsabilités dans l'Union européenne**. Il veillera également à une meilleure reconnaissance de la contribution des immigrants à l'économie et à la société européennes, ainsi qu'à leur intégration dans le marché de l'emploi, à l'amélioration de leur formation et au plein respect de leurs droits fondamentaux.

La présidence luxembourgeoise aura la possibilité d'évaluer les premiers résultats de la **réforme de la politique agricole commune**; le CESE, quant à lui, prépare actuellement une première évaluation sous la forme d'un rapport d'information sur «La réforme de la PAC: modalités, diversité, effets redistributifs et autres décisions des États membres dans la mise en œuvre de la réforme des paiements directs».

Le CESE définira sa position pour la Conférence des parties (COP), qui se tiendra à Paris en décembre 2015, par l'adoption d'un avis sur le **changement climatique** au mois de juillet. Il formulera des recommandations concrètes pour encourager la société civile à contribuer activement à l'accord mondial sur le climat. Pour ce faire, plusieurs manifestations seront organisées et coorganisées, notamment une conférence sur la société civile dans la perspective de la COP21, qui sera organisée conjointement avec le Comité des régions et se tiendra le 19 novembre. L'accent sera mis en particulier sur l'intégration du dialogue social et des questions liées à l'emploi dans l'accord sur le climat, sur les liens avec le programme de développement durable pour l'après-2015 et sur la cohérence

politique en matière de climat dans les principales politiques de l'UE, par exemple l'agriculture, l'énergie et le commerce.

En septembre 2015, les Nations unies adopteront un nouveau **programme de développement durable pour l'après-2015**. Ce programme s'appuiera sur les objectifs du Millénaire pour le développement, en les intégrant aux défis plus vastes du développement durable au niveau mondial, et définira un ensemble d'objectifs de développement durable (ODD) à atteindre d'ici 2030. Le CESE promouvra un débat ouvert relatif à la mise en œuvre du programme dans l'UE, par l'intermédiaire de débats avec la société civile, les institutions de l'UE et les organes de l'ONU. L'intégration du cadre pour l'après-2015 dans la stratégie Europe 2020 révisée, et la participation de la société civile à la mise en œuvre et au suivi des ODD constituent deux questions importantes de ce débat. Celui-ci pourrait éventuellement s'articuler autour d'un avis exploratoire sur la mise en œuvre du programme pour l'après-2015 dans l'UE.

Le CESE continuera à mettre l'accent sur **l'entrepreneuriat social**, en parfaite adéquation avec le calendrier et le programme de travail de la présidence luxembourgeoise qui en a fait une de ses priorités. Au-delà de son **projet Social Enterprise: make it happen!**, dont les conclusions seront présentées en automne, le CESE prépare actuellement<sup>1</sup> un avis **exploratoire** à la demande de la présidence; celle-ci a d'ailleurs associé le CESE à **l'organisation des grands**

**événements de son programme**, notamment à celle de sa conférence de clôture des 3 et 4 décembre.

Les questions concernant les **consommateurs** feront également partie des priorités du Comité, qui accordera une attention spécifique aux nouvelles formes de consommation telles que **la consommation collaborative et l'économie du partage**. À partir de ses travaux sur **l'obsolescence programmée**, le Comité lancera une étude sur la manière dont une meilleure information sur l'espérance de vie des produits pourrait influencer le comportement des consommateurs, permettant aux fabricants d'adapter leur production aux demandes de ceux-ci.

Le Comité continuera, en étroite coopération avec le **réseau des conseils économiques et sociaux nationaux et autres parties prenantes**, son évaluation critique de la mise en œuvre de la **stratégie Europe 2020**, et considère que l'évaluation à mi-parcours de la stratégie est une occasion unique de lui donner un puissant coup d'accélérateur susceptible de la relancer efficacement.

Le Comité élargira le dialogue entre les autorités et la société civile sur des politiques essentielles, telles que le réseau RTE-T. Les **problèmes transfrontaliers dans le domaine des transports** constituent un point d'intérêt essentiel, qui sera proposé comme thème pour un avis exploratoire et une manifestation de haut niveau en

<sup>1</sup> La présente brochure a été réalisée en juin 2015.



...

**coopération avec le Conseil économique et social du Luxembourg.** Le Comité poursuivra également ses travaux relatifs à la promotion de la défragmentation de l'espace aérien européen et formulera des propositions concrètes pour une politique intégrée de l'aviation dans l'UE.

Le CESE s'appuiera sur ses activités antérieures dans le domaine de la politique énergétique pour promouvoir davantage l'idée d'un **dialogue européen sur l'énergie (DEE)** en tant que processus parallèle à l'Union de l'énergie. Le DEE constituera un cadre indépendant pour le dialogue avec la société civile, en lien avec les plans énergétiques nationaux. En outre, le CESE continuera à plaider pour davantage de **transparence dans les débats sur l'énergie nucléaire** et proposera à la présidence du Conseil d'élaborer un avis exploratoire sur la préparation aux situations d'urgence, sur la communication de crise et sur la réaction en cas d'accident nucléaire.

Le **marché unique numérique** constituera un élément essentiel des travaux du Comité sur la stratégie numérique, qui viseront à tirer le meilleur parti des possibilités offertes par un accès sans entrave aux services et produits numériques, tant pour les entreprises que pour les citoyens. Toujours dans ce domaine, un objectif secondaire sera de déterminer comment conce-

voir et adapter au mieux les villes et les îles pour en faire des environnements intelligents et durables en utilisant de manière stratégique les nouvelles technologies connectant plus efficacement les personnes et les infrastructures.

Le CESE suivra de près le déploiement du **plan d'investissement pour l'Europe**, afin de garantir que les points de vue de tous les acteurs concernés de la société civile soient dûment pris en compte. Il continuera également à participer activement au débat en cours pour une **meilleure gouvernance politique, économique, sociale et institutionnelle dans la zone euro** en apportant un retour d'informations approprié concernant le nouveau rapport sur l'UEM rédigé par les quatre présidents: MM. Juncker, Tusk, Dijsselbloem et Draghi. Ce rapport se révèle particulièrement important pour le contenu du **«Paquet de mesures pour approfondir l'UEM»**, annoncé dans le programme de travail de la Commission pour le deuxième semestre 2015.

Le CESE continuera à soutenir les initiatives de l'UE visant à améliorer la coopération entre États membres en matière de décisions fiscales anticipées de caractère transfrontalier et a pour objectif de marquer le début d'une ère nouvelle en matière de transparence.

Le CESE contribuera aux propositions législatives et aux initiatives politiques qui suivront la consultation publique sur l'**Union des marchés des capitaux**, l'objectif étant de financer l'économie réelle et de diversifier les possibilités

de financement à la disposition des agents économiques. Le CESE s'efforcera d'améliorer l'accès au financement, en particulier pour les PME. Il accordera également toute son attention à la **politique de voisinage**. La migration, l'emploi des jeunes et le renforcement de l'intégration de la société civile dans les pays du Sud seront les thèmes principaux des activités liées à **Euro-med**. Des avis portant sur le programme européen en matière de migration et le réexamen de la politique de voisinage seront élaborés. En ce qui concerne les **voisins européens de l'Est**, la principale priorité sera la participation de la société civile au suivi de la mise en œuvre des accords d'association. Deux plateformes de la société civile, avec la Moldavie et la Géorgie, seront mises en place au cours de la présidence.

La **politique de développement** de l'UE sera suivie attentivement, en particulier la Conférence des Nations unies sur le financement du développement, qui se tiendra en juillet, au sujet de laquelle le CESE émettra un avis. D'autres travaux dans ce domaine porteront sur les **systèmes de sécurité sociale** dans le cadre de la politique de développement, sur la contribution des **acteurs économiques et sociaux à la stratégie UE-Afrique**, sur la **révision de l'accord de Cotonou** après 2020 et sur le suivi des **objectifs de développement durable pour l'après-2015**.

Les autres priorités concernent le suivi des **négoiations commerciales de l'UE** et le suivi par la société civile des accords de l'UE. Une attention particulière sera accordée aux accords

de libre-échange approfondi et complet avec la Moldavie et la Géorgie, ainsi qu'aux négociations avec **les États-Unis et le Japon**.

La présidence sera associée aux travaux du CESE sur l'**élargissement**, et plus particulièrement sur la mise en place d'un **comité consultatif mixte de la société civile UE-Serbie**, ainsi qu'aux travaux du CESE sur l'Amérique latine, notamment en ce qui concerne la mise en place d'un **comité consultatif mixte de la société civile UE-Chili** et la contribution de la **table ronde UE-Brésil** au sommet UE-Brésil.

# Une Union européenne innovante et solidaire – une des priorités de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne

À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2015, le Grand-Duché de Luxembourg assumera la présidence du Conseil de l'Union européenne. Notre pays est un État membre fondateur de l'Union et il a pu participer, au fil des décennies, à son approfondissement. De par son histoire et sa situation géographique, le Luxembourg a toujours voulu être un acteur du processus d'intégration.

Doté d'un Conseil économique et social actif et intégré dans la prise de décision politique nationale, le Luxembourg est un allié naturel du CESE. Nous attachons une grande importance à l'apport de la société civile organisée dans le processus décisionnel, qui doit être fondé sur la consultation des parties prenantes. Les priorités du trio de la présidence de l'UE (Italie, Lettonie et Luxembourg) constituent la toile de fond des six mois de la présidence luxembourgeoise, notamment: stabilité financière, croissance, emploi et marché unique numérique. Les défis auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés ont une dimension clairement politique et l'on ne peut plus se limiter à une approche technocratique de la construction européenne. Nous mettrons notre présidence à profit pour rapprocher l'Union européenne des préoccupations de ses citoyens. L'emploi doit être au cœur des politiques

européennes. Les quelque 5 millions de jeunes Européens au chômage en devraient être la priorité absolue. Il faut donc mieux cibler les politiques de l'emploi – y compris la garantie pour la jeunesse – et agencer les politiques économiques de telle sorte que l'économie européenne reprenne la voie d'une croissance inclusive. La relance des investissements est à cet égard cruciale. Le programme proposé par la Commission européenne peut être une première contribution à condition qu'il assure de financer des investissements nouveaux et additionnels qui permettront à l'Europe et à ses États membres de préparer l'avenir dans trois domaines stratégiques qui exigent des innovations de taille: le changement climatique, la transformation numérique et la cohésion sociale. Ces trois domaines vont façonner nos économies et nos sociétés. Ils seront déterminants pour la compétitivité de l'Europe dans un monde globalisé. La révision de la Stratégie 2020 devra les intégrer pleinement. L'Europe aura besoin d'une gouvernance économique et sociale à la hauteur de ces défis majeurs.

La présidence luxembourgeoise mettra un accent particulier sur la dimension sociale. Les investissements sociaux ne doivent pas seulement moderniser le «modèle social européen», ils doivent aussi renforcer la compétitivité de l'Europe et assurer que les inégalités qui ont sensiblement augmenté se réduisent de nouveau. L'investissement dans les compétences, le savoir, la recherche et l'innovation est plus nécessaire que jamais.

## GRAND-DUCHÉ DE Présidence du Conseil de l'Union européenne. **Luxembourg**

Dans ce contexte, je rejoins pleinement les réflexions et les initiatives du Comité économique et social européen en matière d'économie sociale et d'entrepreneuriat social. Leur potentiel d'innovation et leur rôle dans la relance économique et de l'emploi sont considérables. Notre présidence les place parmi ses grandes priorités afin de les rendre visibles au niveau européen et de leur donner une dynamique sur le long terme.

La relance du dialogue social nous paraît, en cette période de grandes transformations, plus nécessaire que jamais. Il faut le renouveler et le rendre de nouveau plus opérationnel. De même faut-il être, au-delà des approches technocratiques, réellement à l'écoute de la société civile. C'est un élément indispensable d'une démocratie européenne plus vivante.

Notre agenda est ambitieux, et l'expérience du CESE sera une source d'inspiration indispensable d'autant qu'il est la plateforme institutionnelle grâce à laquelle l'Union peut accéder aux acteurs socioéconomiques pertinents aux niveaux européen, national et régional. Les conseils économiques et sociaux sont également des maillons actifs de cette chaîne, à l'exemple du CES du Luxembourg.



Nicolas Schmit  
Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire du Grand-Duché de Luxembourg





# Informations générales<sup>1</sup> sur le Luxembourg



<b>Dénomination officielle</b>	Grand-Duché de Luxembourg
	Monarchie constitutionnelle
<b>Capitale</b>	Luxembourg
<b>Autres villes importantes (en termes de nombre d'habitants)</b>	Esch-sur-Alzette, Differdange, Dudelange
<b>Superficie</b>	2 586 km <sup>2</sup>
<b>Langue nationale</b>	Luxembourgeois
<b>Langues administratives</b>	Luxembourgeois, français, allemand
<b>Monnaie</b>	Euro
<b>Population (01/01/2015)</b>	563 000
<b>Population étrangère (en % de la population totale, 01/01/2015)</b>	45,9 %
<b>PIB à prix courants (en millions d'euros, 2013)</b>	45 288
<b>PIB par habitant (en standards de pouvoir d'achat [SPA], UE-28 = 100, 2013)</b>	264
<b>Dette publique (en % du PIB, 2014)</b>	23,2 %
<b>Emploi intérieur (2014)</b>	395 825
<b>Travailleurs frontaliers non-résidents (2014)</b>	164 794
<b>Taux d'emploi (personnes âgées de 20 à 64 ans, 2014)</b>	72,1 %
<b>Taux de chômage (au sens du BIT<sup>2</sup>, 2014)</b>	5,9 %
<b>Taux de chômage des 15-24 ans (au sens du BIT, 2013)</b>	15,5 %
<b>Espérance de vie à la naissance (2010-2012)</b>	Femmes: 84,3 ans / Hommes: 79,5 ans
<b>Principales exportations (en % des exportations totales, 2014)</b>	Articles manufacturés en métaux communs (26 %) Autres articles manufacturés (16 %) Machines et équipements (16 %)
<b>Principaux pays de destination des exportations (en % des exportations totales, 2014)</b>	Allemagne (28 %) / France (14 %) / Belgique (13 %)
<b>Principales importations (en % des importations totales, 2014)</b>	Matériel de transport (19 %) Machines et équipements (13 %) Combustibles minéraux (13 %)
<b>Principaux pays de provenance des importations (en % des importations totales, 2014)</b>	Belgique (35 %) / Allemagne (27 %) / France (12 %)

<sup>1</sup> Source: Portail des statistiques du Grand-Duché de Luxembourg – <http://www.statistiques.public.lu/fr/index.html>.

<sup>2</sup> Bureau International du Travail.



# Notes

Four columns of horizontal dotted lines for taking notes.





## **Comité économique et social européen**

Rue Belliard 99  
1040 Bruxelles  
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"  
EESC-2015-32-FR

[www.eesc.europa.eu](http://www.eesc.europa.eu)



© Union européenne, 2015  
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source



*Print:*  
QE-04-15-389-FR-C  
ISBN 978-92-830-2774-4  
doi:10.2864/2462

*Online:*  
QE-04-15-389-FR-N  
ISBN 978-92-830-2773-7  
doi:10.2864/75936

FR